

Confessions d'un directeur de département

Maxime Prévost

Number 77, Summer 2019

Grandeur et misère de l'université

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91502ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)

2369-2359 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Prévost, M. (2019). Confessions d'un directeur de département. *L'Inconvénient*, (77), 17–24.

Confessions d'un directeur de département

ESSAI **Maxime Prévost**

La figure centrale de l'Université n'est plus le professeur, qui est à la fois savant et enseignant, mais le doyen, de qui relèvent tant [l]es apparatchiks que les professeurs. [...] L'administrateur aura bien entendu été étudiant et professeur en d'autres périodes de sa vie, mais c'est en sa qualité d'administrateur qu'il est appelé à relever le défi de l'université contemporaine.
Bill Readings

L'Inconvénient a plusieurs fois reporté la date de tombée du présent dossier sur l'université, de sorte que mon projet d'essai a connu divers états. Mon objectif de départ était de réfléchir au statut de professeur permanent dans l'institution universitaire – statut de plus en plus rare, voire, je le crains, en voie rapide de disparition, comme en témoignent les trop nombreux docteurs et postdoctorants (voire post-postdoctorants) qualifiés, énergiques et talentueux qui se heurtent à l'extrême rareté de nouveaux postes menant à la *permanence*, comme on dit, et donc

conduisant à la liberté universitaire, à la liberté de mener des recherches fondées sur une compétence réelle, avec une marge de manœuvre considérable en ce qui a trait tant au choix des objets qu'à celui des perspectives, des méthodologies et des échéanciers. Je pensais alors livrer une réflexion à la Montaigne sur la question (chaque professeur portant en lui l'ensemble de l'universitaire condition), c'est-à-dire écrire de manière heuristique à partir de ma propre expérience sans savoir quelles seraient mes conclusions, ni même si elles échapperaient à la contradiction. En tant que professeur

agrégé et, plus récemment, professeur titulaire, je suis bien entendu *intéressé*, et j'entendais lutter contre la tentation (souvent plus ou moins consciente) de justifier mes propres intérêts et mes propres privilèges. Je voulais tout simplement examiner la question de la manière la plus ouverte possible : si le profil du professeur-chercheur qui a prévalu jusqu'à récemment est voué à la disparition (c'est-à-dire, *grosso modo*, le profil du professeur qui enseigne environ quatre cours par année tout en donnant des conférences à gauche et à droite, en écrivant livres et articles sur des objets relevant de ses choix personnels et en sollicitant les organismes subventionnaires dans une logique au moins partiellement autopromotionnelle), quels en seraient les inconvénients et les avantages pour la société ? J'entrevois la possibilité d'arriver à quelques observations nuancées, par exemple que si l'effondrement, non seulement au Québec et au Canada, mais, il faut bien le dire, à travers le monde, du modèle universitaire ayant prévalu dans l'institution qui m'a formé constituait sans doute un drame d'une ampleur demandant à être relativisée, la société s'exposait néanmoins à perdre l'ensemble de ses spécialistes du *long terme* : ceux qui étudient des objets dont la pertinence contemporaine ne crève pas les yeux, ce qui leur permet de s'intéresser de manière moins superficielle au passé et, dans certains cas, d'innover pour cette raison précise qu'ils se détachent du présentisme ; ceux, aussi, dont le temps d'enquête et de réflexion, illimité, assure la permanence de la recherche de longue haleine.

Je réfléchissais concrètement à cet essai alors que j'étais en congé de recherche (à l'hiver 2018), et dans l'attente du verdict institutionnel en ce qui concernait ma promotion au rang de professeur titulaire (obtenue en mars de la même année) ; j'étais donc fort conscient de jouir d'un statut enviable dont peuvent de moins en moins rêver les étudiants des cycles supérieurs et les postdoctorants qui m'entourent. J'étais dans une saison de recul réflexif : tout en faisant avancer mes projets de recherche, je me questionnais sur le sens et les limites de mon utilité sociale. Si j'arrêtais du jour au lendemain de donner des conférences sur les objets de mon choix, de publier des articles, des ouvrages collectifs, des monographies, est-ce que quiconque y perdrait quoi que ce soit ? J'aime tout ce que je fais et je suis

heureux de ma carrière. Je n'ai donc aucune amertume, mais force est de constater que mes entreprises ne suscitent en général qu'une indifférence polie : continuer dans cette voie, est-ce se complaire dans le solipsisme ? Je voulais donc éviter d'arriver à une conclusion de bon chat bien gras (quelque chose comme : je suis honorable et mérite tout ce que j'ai, mais trouve regrettable l'idée que les jeunes ne pourront pas atteindre le même niveau de confort, fondé sur une excellence et une utilité incontestables) pour tenter de comprendre quelles pourraient être les conséquences à long terme de la disparition progressive du professeur-chercheur.

Ce coquin de sort a fait en sorte qu'en même temps que professeur titulaire je suis devenu directeur de mon département de littérature (les deux évènements ne sont pas liés autrement que par le fait que j'aurais refusé cette direction s'il m'était resté une promotion à obtenir ; la fonction de directeur est déjà suffisamment contre-nature pour que j'évite de la conjuguer à des intérêts politiques). C'est dire que mon point d'observation venait de changer, de se préciser peut-être. Au moment où j'écris ces lignes, je suis en poste depuis dix mois. Les quelques notes que je partage ici découlent donc de cette expérience qui vient compléter trois cycles universitaires à titre d'étudiant, suivis d'un postdoctorat, de quelques années de précarité itinérante, et enfin de la progression vers la permanence et la titularisation dans une grande université de recherche.

•

En préparant cet essai, j'ai compulsé les lectures sur l'état du monde universitaire dans diverses publications, spécialisées (comme le *Bulletin de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université*) ou non (comme *Le Monde diplomatique*). J'ai pris des notes, classé des données. C'est qu'initialement je croyais devoir convaincre mes éventuels lecteurs de la justesse de mon observation de départ : le profil du professeur-chercheur est menacé. En effet, j'ai été frappé par le peu de perspicacité de mes collègues sur cette question au cours de la dernière décennie, alors qu'un esprit lucide comme Bill Readings avait formulé un diagnostic imparable dès 1997. Mais les choses se sont accélérées, et je crois

qu'aujourd'hui la plupart des professeurs, du moins dans les sciences humaines et sociales, sans doute aussi dans les sciences pures – en fait, à peu près tous mes collègues –, corroboreraient cette observation, sauf peut-être ceux des écoles d'administration désormais affiliées aux universités. Je ne veux pas assommer les lecteurs avec des statistiques, mais en voici tout de même quelques-unes. D'après les chiffres de Statistique Canada, entre 2005 et 2015, le pourcentage des professeurs d'université à temps partiel (lire : contractuels ou chargés de cours) a bondi de 79 % contre seulement 14 % pour les professeurs permanents ; pendant ce temps, les effectifs étudiants augmentaient de 28 % et, surtout, le personnel administratif augmentait de manière incontrôlée : selon les chiffres du Department of Education des États-Unis, le nombre d'administrateurs universitaires aurait augmenté de 60 % entre 1993 et 2009. Le microcosme que constitue mon université illustre parfaitement cette réalité globale : à mon entrée en fonction en 2005, l'étage où se trouve mon bureau de professeur (distinct de celui de directeur que j'occupe actuellement) était entièrement occupé par les bureaux des professeurs du Département de français ; aujourd'hui, sur cet étage, il ne reste qu'un professeur, et c'est moi (le corps professoral a fondu de plus de la moitié, passant de vingt-deux à dix professeurs). Les autres bureaux sont désormais occupés par des « gestionnaires marketing et communication », des « gestionnaires du développement facultaire », des « agents de marketing et communication », des « agents de relations avec les diplômés », des « webmestres », des « agentes de liaison et de communication ».

Pour l'ensemble de notre faculté des arts, il y a eu en 2016-2017 douze départs à la retraite et deux embauches ; en 2017-2018, douze départs à la retraite et trois embauches. C'est dire que l'enseignement dans mon département – je suis bien placé pour le savoir – est largement devenu une affaire de « professeurs à temps partiel » (ce qu'on appelle ailleurs des « chargés de cours »), qui assurent désormais plus de 50 % de toutes les charges ; et si la tendance se maintient, comme on dit (et elle se maintiendra), cette donnée pourrait bien passer à 60 % ou même à 70 % avant la fin de mon mandat. L'enseignement universitaire est devenu une profession précarisée, mal payée,

encore plus mal considérée (un repaire de gauchistes faisant en sorte qu'on ne peut plus rien dire...). Les postdoctorants brillants et surqualifiés que je croise dans les colloques, dans les journées d'étude, et qui intègrent provisoirement notre département pour continuer leur parcours, après avoir accumulé les triomphes intellectuels, après avoir obtenu une ou deux fois du financement national, puis un Banting, puis s'être monté un dossier pour le prix Talent (remis à un seul récipiendaire chaque année), devront pour la majorité d'entre eux choisir entre l'abandon de la carrière universitaire et la précarisation bohémienne à l'intérieur même de l'université (par exemple, par l'obtention de postes temporaires à haute intensité d'enseignement, lesquels les empêcheront de poursuivre les programmes de recherche qui les ont définis jusqu'alors).

Cette dynamique n'est pas seulement nord-américaine, elle est internationale. Christophe Granger (dans *La destruction de l'université française*, La Fabrique, 2015) affirme que le système universitaire hexagonal est victime d'une « politique de précarisation » et dépend désormais de « postes transitoires » et d'une « relégation à perpétuité » (verdict partagé par Yves Dupont dans *L'université en miettes – Servitude volontaire, lutte des places et crises de sorcellerie*, Éditions L'échappée, 2014 ; ces deux références m'ont été suggérées par Jacques Pelletier dans son très lucide ouvrage *L'université : fin de partie*, Varia, 2017).

Que s'est-il passé et quelles en sont les conséquences éventuelles ?

•

Je ne sais s'il faut parler ici de cause ou de conséquence (peut-être en fait des deux à la fois), mais au cours des dernières décennies (la tendance ayant suivi une forte courbe accélérative) la langue des affaires et le *managérialisme* ont pénétré en profondeur la vie universitaire : *leadership, excellence, efficience, partenariat, innovation, gouvernance, vision stratégique* sont à l'honneur. Je trouve très difficile d'admettre que l'université n'ait opposé aucune résistance efficace à ces mots (et ces maux) qui la minent, une vingtaine d'années après leur apparition. Car, dès les années 1990, il devenait clair que « la notion d'excellence [...] empêche l'université dans

un maillage d'institutions bureaucratiques. Autrement dit, elle amène l'institution à se percevoir uniquement comme une structure administrative, calquée sur le modèle de l'entreprise » ; c'est du moins ce qu'écrivait Bill Readings en 1997 (voir *Dans les ruines de l'université*, Lux, 2013).

J'appartiens à la « génération X », ainsi qu'on la nomme ; c'est dire que j'ai été formé dans une université qui était déjà en pleine *managérialisation*, que je n'ai rien connu d'autre. À partir de la maîtrise, mes études ont été subventionnées par des bourses d'excellence gouvernementales hautement compétitives pour lesquelles il fallait élaborer (c'est-à-dire vendre) un projet de recherche (« La promenade et l'ouverture du texte humaniste » à la maîtrise ; « Gaieté perverse et rire de force dans l'œuvre de Victor Hugo » au doctorat). Je savais dès la maîtrise qu'il me faudrait être « productif », publier des articles, participer à des colloques, c'est-à-dire marcher sur la corde raide entre la recherche désintéressée et la nécessité de vendre ma salade. J'ai ensuite obtenu une subvention postdoctorale (merci, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada) qui m'a permis de me chercher activement un poste, ce qui a parfois été rocambolesque (je me rappelle un *scholar* américain qui, après mon entrevue d'emploi qui s'était déroulée surtout en français, m'avait lancé : « *Your English is quite good, and your French is not bad* » ; je n'ai pas obtenu le poste). Tout ce parcours m'a parfaitement préparé à devenir un agent universitaire performant, à remplir des formulaires de demande de subvention, à faire mon autopromotion de manière insidieuse, que je le veuille ou non (c'est-à-dire, par exemple, en convainquant des organisateurs de colloques que mon éventuel propos cadrerait bien dans leur événement, ou en persuadant des maisons d'édition de publier des collectifs édités par moi, et des collègues d'y participer). Je suis en somme entré à l'université parfaitement habilité à gérer ma carrière. J'étais, sans l'avoir compris, préparé à devenir un bureaucrate du savoir.

•

J'ai tenté d'opposer une certaine résistance à la gestion de carrière, notamment en travaillant sur des objets qui ne se distinguaient pas par leur caractère « vendeur » et en me tenant le plus loin possible de l'administration et

des administrateurs. Jusqu'à ce que, mon heure étant venue, je me retrouve directeur de département. Je savais que dès lors je ne pourrais plus feindre de ne pas être un bureaucrate, qui plus est un bureaucrate sans aucun pouvoir (je ne parviens même pas à faire laver mon plancher ; il était sale à mon arrivée en poste, il l'est encore plus dix mois plus tard). Pour prendre un pas de recul avant mon entrée en fonction, j'ai décidé (était-ce vraiment une bonne idée ?) de lire deux ouvrages du théoricien de la bureaucratie David Graeber (*The Utopia of Rules*, Melville House, 2016 ; et *Bullshit Jobs – A Theory*, Simon & Schuster, 2018). Mon objectif était de me prémunir contre la rage impuissante que je serais tenté de diriger contre mon département, ma faculté, mon université, ou même l'Université en général, en cherchant à bien comprendre que tout ce qui allait me frustrer au cours des prochaines années procédait de phénomènes civilisationnels plus globaux et fondamentaux : la bureaucratie est partout et le sens des activités professionnelles de plus en plus élitiste. J'étais loin de me douter, toutefois, à quel point les observations et catégorisations de Graeber colleraient parfaitement à ma nouvelle réalité.

Parmi les sous-catégories de « jobs à la con » qu'il identifie, deux accaparent désormais une grande part de mes énergies. Le *duct taping*, d'abord (disons : la réparation provisoire au gros ruban gommé), qui consiste à investir des énergies pour régler un problème faussement ponctuel, vraiment structurel, et ce, à répétition, sans jamais rien changer au fond du problème (par exemple, gérer à la pièce des plaintes de collègues débordés par du travail fantôme, comme des remboursements de frais de voyage, parce qu'aucun agent administratif n'a pour mission de le faire ; ou encore gérer des plaintes d'étudiants liées à tel ou tel chargé de cours, ou collègue, sur lequel je n'ai aucun pouvoir). Ensuite, plus généralisé, chronophage et insidieux : le *box ticking*, c'est-à-dire « cocher des cases », entreprendre une foule d'activités, me plier à diverses mesures structurelles censées apporter des correctifs à un problème réel, mais qui ne sont au fond que purement administratives et ne changeront rien au problème de base, tout en exigeant des heures de travail. Par exemple, les administrations universitaires disent porter une grande attention à « l'expérience étudiante » depuis que cette « expérience étudiante » est l'un des

éléments de classement des universités par la revue *Maclean's*. Or, les mesures susceptibles d'améliorer ladite expérience sont coûteuses (par exemple : embaucher davantage de professeurs-chercheurs qui auront du temps à consacrer aux étudiants, investir massivement dans les bibliothèques plutôt que de sabrer les collections pour cause de manque d'espace, ou alors construire de véritables lieux de sociabilité sur le campus). Par conséquent, on met sur pied des comités, voire des « vice-décanats à l'expérience étudiante » qui demandent aux directeurs de département d'imaginer des activités (peu coûteuses, gratuites si possible) qui pourraient accroître « l'excellence de l'expérience étudiante » : il faudra « exercer son leadership » en imaginant des activités « innovantes » plus ou moins bidon, puis demander à un ou des collègues de s'y investir un peu (ce qui sera fait non par conviction, mais pour me rendre service), enfin produire un rapport sur l'affaire. De même pour les très lourdes « autoévaluations périodiques » des départements : il faudra investir des énergies considérables à évaluer ses propres programmes, puis les faire évaluer à l'externe, puis produire des rapports sur les rapports de recommandations, lesquelles recommandations seront trop souvent des recommandations d'embauches qui n'auront pas lieu. *Much ado about not much.*

•

Dans une réunion de l'ensemble des directeurs de département de notre faculté, dès mon premier mois en fonction, un temps de discussion était consacré aux « priorités ». Or la première priorité à l'ordre du jour était d'« identifier des priorités ».

•

« Le doute des artistes qui nous ont précédés touchait à leur propre talent. Celui des artistes d'aujourd'hui touche à la nécessité de leur art, donc à leur existence même. Racine en 1957 s'excuserait d'écrire *Bérénice* au lieu de combattre pour la défense de l'Édit de Nantes », écrivait Albert Camus dans son *Discours de Suède*. Cette citation me semble par trop transposable au domaine universitaire tel que nous le connaissons aujourd'hui (et peut-être tel qu'il est désormais). Ce milieu devrait être celui

du choc des idées, de la confrontation (et aussi de l'addition) des intérêts de recherche, des méthodes, voire des idéologies : « L'ensemble peint », comme disait Hugo de ses *Choses vues*. Malheureusement, un effet pervers de la bureaucratisation universitaire fait en sorte que je me sens vaguement coupable lorsque je me consacre à mes recherches. J'ai alors la désagréable impression de ne rien faire qui vaille, de me complaire dans l'improductivité, ou alors dans la réalisation d'un produit (article, conférence, collectif, monographie) qui n'intéresse et n'engage que moi, et que même mes plus proches alliés ne liront pas. Je me suis en quelque sorte relégué au rang des « spécialistes », un peu à la manière de cet homme de lettres que décrit Sartre dans la *Présentation des Temps modernes* : « On songe à un Ariel, à une vestale, à un enfant terrible, et aussi à un inoffensif maniaque apparenté aux haltérophiles ou aux numismates. »

Depuis que je suis directeur, c'est pire. Je me demande à quoi riment toutes mes recherches que personne n'attend, qui n'ont en outre aucun « impact » (autre terme managérial) sur l'opinion publique et les affaires courantes. Si je ne termine pas mon édition de *Famille-sans-nom* de Jules Verne, est-ce que le monde s'en portera plus mal ? Traduire et éditer *The Lair of the White Worm* de Bram Stoker, est-ce un projet porteur ou une lubie ? Les fonds publics qui me sont consentis en subventions de recherche sont-ils bien investis ? D'une manière souvent inconfortable, parfois douloureuse, je suis donc saisi par la vanité de mes propres recherches, de même que de celles de plusieurs de mes collègues. C'est dire que, par la force des choses, je dois toujours penser en termes utilitaires, ne serait-ce que pour perdre moins de temps (et ainsi pouvoir continuer de consacrer une bonne partie de mes énergies aux projets de recherche que je n'ai malgré tout aucune envie d'abandonner, car le sens de la « mission » survit au sentiment d'absurdité qui surgit en moi de manière intermittente). Je perds parfois patience à l'endroit de mes collègues qui ne font aucune tâche administrative mais prennent longuement la parole pour défendre des principes en assemblée, alors que cette parole, aboli bibelot d'inanité sonore, n'engage personne à rien. En revanche, je tente autant que possible de me faire le paratonnerre des demandes

administratives chronophages, afin de protéger, autant que faire se peut, leur propre gestion du temps. Je constate malgré tout que rares sont ceux qui lisent mes courriels, même si je tente d'en limiter le nombre : il semble que les professeurs en reçoivent trop et y soient devenus immunisés, même lorsque leur contenu est relativement important. Il m'est difficile de les blâmer.

Racine en 1957 s'excuserait d'écrire Bérénice au lieu de combattre pour la défense de l'Édit de Nantes ; Michelet en 2019 s'excuserait d'écrire L'histoire de la Révolution française au lieu d'identifier les objectifs stratégiques du Collège de France ; Cassirer s'excuserait d'écrire La pensée mythique au lieu de plancher sur un plan de rétention étudiante.

•

Je n'ai absolument pas le temps d'écrire ce que je suis en train d'écrire.

•

L'écriture de rapports, et de rapports sur des rapports : je découvre que cet exercice est immensément difficile. Je peine à trouver les mots justes, comme lorsque j'étais un jeune homme, alors que, sans être Vigny ni Aragon, je suis arrivé à une certaine aisance par ailleurs – et je dispense tous ces efforts dans le but de produire des textes morts. Je rêve à Ian Fleming qui parvenait à rendre romanesques ses mémorandums à l'amirauté britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Malheureusement, je vois mal comment ma propre expérience bureaucratique pourrait mener à la création d'un mythe moderne tel que James Bond, le seul fonctionnaire surpuissant de l'imaginaire contemporain. Bill Readings voyait notre époque comme celle où « le grand récit de l'enseignement de la culture générale a cessé d'être la clé de voûte de l'institution ». Un ami proche, lui-même devenu il y a quelques années directeur d'un département de littérature, me disait justement que l'essentiel de son rôle consiste à identifier un récit auquel ses collègues pourraient souscrire : *d'où venons-nous ? qui sommes-nous ? où allons-nous ?* Il n'a pas tort, mais je suis pour ma part pris de court : outre la gestion de la décroissance, je vois mal quel pourrait être notre récit. Je ne dis pas que de nouveaux

récits ne peuvent être envisagés, je suis simplement pris au dépourvu, peut-être momentanément. Bill Readings, toujours : « Personne ne peut sérieusement s'imaginer en héros de l'histoire de l'université, en parangon de l'être cultivé que cette grandiose machine s'active à produire jour et nuit. » De mon vivant, j'ai assisté à la disparition progressive dans l'imaginaire social de la figure du professeur héroïque créée par Jules Verne (le professeur Lidenbrock du *Voyage au centre de la Terre*), reprise par Henry Rider Haggard (le professeur Holly de *She*), Bram Stoker (le professeur Van Helsing), Arthur Conan Doyle (le professeur Challenger), Hergé (le professeur Tournesol) et Edgar P. Jacobs (le professeur Mortimer). Indiana Jones aura été le dernier avatar culturellement significatif de cette figure, dans les années 1980.

•

Samedi 16 mars 2019 : de neuf heures à treize heures, je suis, avec les représentants d'autres départements, attablé dans l'atrium de notre faculté pour la journée portes ouvertes de l'université. Les futurs étudiants sont libres de venir nous parler, de nous poser leurs questions, etc., parfois accompagnés de leurs parents. Peu d'étudiants m'abordent (peut-être ai-je l'air méchant, mais, en fait, je constate que peu de mes collègues sont plus occupés que moi ; seules les tables des importants départements de communications et d'histoire semblent un peu plus achalandées). Les trois parents qui m'adressent la parole ce jour-là le font avec des préoccupations pratiques : sur quel type de carrière débouchent les études en littérature ? Je leur réponds que la littérature mène à tout ; que quiconque sait véritablement lire et écrire, mener des recherches, produire des synthèses éclairées et parfois originales sera en demande tant dans le public que dans le privé. Je ne semble pas les convaincre.

Je comprends parfaitement la réticence, voire la méfiance, de ces parents. Il faut préciser que j'enseigne en Ontario, et que nos droits de scolarité sont plus élevés que ceux du Québec. Ainsi, il y a un prix très concret à un baccalauréat : avant d'avoir vu au logement ou à la subsistance de leur progéniture, ces parents s'engagent à payer environ huit mille cinq cents dollars par année

pour quatre ans : coût du bac, donc, environ trente-cinq mille dollars. Il devient difficile pour les moins fortunés de considérer les études autrement que comme une forme d'investissement.

Le monde a changé au cours des trente années et plus qui se sont écoulées depuis le début de mes propres études universitaires, mais je me rappelle très clairement être entré à l'université avec le désir de me former et d'apprendre, c'est-à-dire le désir de travailler sur moi pour devenir quelqu'un de plus complet. Je voulais être en mesure de comprendre le monde qui m'entourait et de voyager dans le temps, d'appréhender le passé dans son altérité. Je n'avais pas la moindre idée de ce que je ferais ensuite, mais l'université me semblait être un passage obligé pour entrer dans le monde de la pensée adulte. La grande majorité des étudiants que je côtoyais voyaient les choses ainsi. Je ne venais pas d'une famille aisée et la plupart d'entre eux non plus. La vie professionnelle viendrait plus tard. Les droits de scolarité étaient alors peu élevés, surtout au Québec. Il était possible, par exemple, d'entreprendre un baccalauréat en anthropologie, puis de changer d'idée après un an ou deux sans drame humain (on peut s'instruire à l'université sans pour autant obtenir le sacrosaint diplôme). Au contraire, le parcours abandonné aurait participé à la formation de l'individu, même sans diplôme ou avec un diplôme finalement obtenu dans une autre discipline. J'ai ainsi abandonné un baccalauréat en psychologie à mi-parcours et, après un bref épisode sur le marché du travail (lequel épisode m'aura permis de constater la vacuité sans nom et sans espoir des « vraies affaires », comme on dit), je suis revenu à la charge, dans un département de littérature cette fois. Ce type de parcours correspond exactement à celui que honnissaient les ténors de la « juste part » pendant le Printemps érable, c'est-à-dire les adeptes des études tarifées et étroitement utilitaires.

On fait de moins en moins des études par curiosité intellectuelle, par soif de culture ou de savoir ; on entreprend désormais des études postsecondaires moins pour se former que pour se professionnaliser. Bien sûr, de nombreuses décisions politiques ont mené à cet état de fait, mais rares sont les voix qui s'élèvent aujourd'hui pour le critiquer. Et j'observe qu'au Québec, sept ans après les salutaires revendications

politiques du Printemps érable, le dossier de la gratuité universitaire semble toujours aussi problématique. Ce n'est pas dans cette direction que souffle le vent.

•

Depuis mon poste d'observation actuel, je peux apprécier ce qui reste de liberté aux professeurs-chercheurs de l'institution universitaire qui ne se consacrent pas activement à l'administration, et j'ai hâte de le retrouver. Cette liberté, quoiqu'en voie de disparition, est immense. Je reviens à mon questionnement de départ : la disparition de la liberté qui accompagne le statut de professeur permanent (professeur agrégé ou professeur titulaire) constitue-t-elle une forme de menace sociale, et si oui laquelle ? Disons pour conclure que, quelle que soit ma volonté d'objectivité, je n'entrevois finalement aucun avantage à cette disparition. La figure du professeur qui ne fait rien et profite du système pour se la couler douce, comme on dit, me semble tenir du mauvais mythe. La réalité est que l'obtention de la permanence universitaire nécessite une telle somme d'efforts que ceux qui y parviennent sont en général des professionnels n'ayant aucun besoin d'être hétérodirigés. Le proverbial « bois mort » est, selon mon expérience, rare et anecdotique. En revanche, prise collectivement, cette liberté est garante de progrès sociaux, intellectuels et culturels. Les sombres éclairages que j'ai pu donner dans les lignes précédentes sur ma propre activité de chercheur tiennent d'une forme de perversion bureaucratique, qu'il me faudra sans doute combattre : je me concentre trop sur les éventuels « impacts » de mes travaux, alors que c'est de l'ensemble de l'activité universitaire, désintéressée – la mienne, celle des autres, mises ensemble – que peut jaillir la lumière. Certains chercheurs demeureront obscurs, mais pourront participer soit à la transmission du savoir, soit à des progrès sectoriels et donc discrets ; d'autres éclaireront un plus grand nombre de concitoyens. Tout cela est bel et bon. Néanmoins, il faut se tenir sur ses gardes, car la bureaucratisation croissante de la profession (c'est-à-dire, notamment, la « gestion de carrière ») peut faire en sorte que les travaux de longue haleine, patiemment médités et recherchés, souvent sans subvention (on n'a pas

La laïcité vous semble un concept obscur ?

Commandez le numéro 72

La querelle de la laïcité



Il vous manque d'autres numéros ? Commandez-les en ligne !

- no 76 L'art doit-il être moral ?
- no 75 Le néoconformisme
- no 74 Révolution sexuelle, prise 2 ?
- no 73 Ducharme sans Ducharme
- no 72 La querelle de la laïcité
- no 71 Les nouveaux romanciers mexicains
- no 70 Faudra-t-il toujours lutter pour le français ?
- no 69 Le fantasme de la survie
- no 68 Du populisme
- no 67 La société sans douleur
- no 66 À quoi sert la fiction ?
- no 65 La gauche et la droite
- no 64 L'amitié au temps de Facebook
- no 63 L'Amérique et nous
- no 62 La tyrannie de la rumeur
- no 61 Islam, islamisme, islamophobie
- no 60 Avons-nous peur du pouvoir ?
- no 59 Le marché des rituels
- no 58 L'âge d'or des séries télé
- no 57 Les embarras de l'identité
- no 56 Où va la littérature québécoise ?

forcément besoin de fonds de recherche pour faire avancer le savoir), brillent par leur rareté. Dans le domaine québécois, par exemple, je suis constamment déçu de l'absence de travaux biographiques de synthèse. La biographie la plus complète de Champlain est l'œuvre d'un chercheur américain, David Hackett Fischer, et, traduite par Daniel Poliquin, elle est devenue un best-seller ; où sont les ouvrages d'envergure sur Cadillac ? sur Frontenac ? sur Pontiac ? Déçu, aussi, par l'absence d'éditions critiques de textes fondamentaux (comme *L'histoire du Canada* de François-Xavier Garneau, dont aucune édition intégrale n'est couramment offerte). De tels objectifs nécessitent du travail à long terme, du travail patient, obscur, faisant l'objet d'un enseignement ponctuel, menant parfois à des culs-de-sac, parfois à des monographies ou à des projets éditoriaux socialement utiles. Qui pourra s'y consacrer une fois les professeurs-chercheurs disparus ? De telles recherches doivent s'inscrire dans une activité d'enseignement pouvant susciter des vocations aux études supérieures, mais plus simplement aussi la transmission au baccalauréat, laquelle suppose la possibilité de suivre un parcours universitaire qui ne soit pas professionnalisant. On voit où je veux en venir : je souhaiterais qu'il soit possible à tout un chacun d'investir quelques années de sa vie et une part de ses énergies à devenir un citoyen actif et pensant, tout à fait apte à rehausser, ne serait-ce que modestement, de manière quasi imperceptible, le niveau d'ensemble du discours social (les progrès de cet ordre étant forcément cumulatifs). Cet investissement doit être humain et non monétaire ; le jeune adulte doit avoir au moins la possibilité de suivre sa voie sans demander à ses parents de financer son parcours. Il faut en somme réintroduire la notion du désintéressement dans les études supérieures.

Un tel idéal présuppose la gratuité des études universitaires. Il est temps de se remettre à en parler. ■

Maxime Prévost dirige le département de français de l'Université d'Ottawa. Il a publié plusieurs travaux sur des romanciers du dix-neuvième siècle, tels que Jules Verne, Victor Hugo et Alexandre Dumas.